

**Commission** : Sommet international de Madrid UE-UA

**Problématique** : Sommet international de Madrid UE-UA : “Quelles stratégies bilatérales pour la construction d’un avenir prospère, pacifique et durable?”

**Auteur** : Sénégal

Située en bordure de l’océan Atlantique, et tenant son nom du fleuve Sénégal, la République du Sénégal est un État d’Afrique de l’Ouest. Le pays partage ses frontières avec la Mauritanie au nord-nord-est, avec le Mali à l’est, avec la Guinée au sud-est et avec la Guinée-Bissau au sud-sud-est. Sur plus de 302 km, la Gambie forme une quasi-enclave à l’intérieur des terres sénégalaises. Le Sénégal est le pays le plus stable d’Afrique car il n’y a jamais eu de coup d’État. Sa stabilité serait même

pour modèle par d’autres pays du continent, même si des problèmes d’arrestations politiques et de corruption refont surface. Le système mis en place est une république démocratique (présence d’opposition politique et système d’élections au suffrage universel), présidée par Macky Sall depuis le 2 avril 2012, quatrième président de la république sénégalaise. Ayant pour slogan “La voie du véritable développement”, il supprime certains privilèges ministériels et relance la Cour de répression de l’enrichissement illicite : il incarne la nouvelle génération de la politique sénégalaise.

Le Sénégal a une population de 16,744 millions d’habitants, soit une densité de population moyenne de 90 habitants/km<sup>2</sup> environ, dont la moyenne d’âge est de 19 ans. Cette jeune population doit être formée pour devenir de futurs professionnels qualifiés, notamment dans le domaine du digital et de l’ingénierie. La Chine s’installe de plus en plus au Sénégal, créant une certaine dépendance économique qui s’accroît dangereusement. La pêche traditionnelle plus respectueuse de l’environnement est menacée et nombre d’espèces de poissons autrefois pêchées dans le littoral sénégalais ont disparu (le thioff) suite à la pêche industrielle des compagnies occidentales autorisées à pêcher dans les eaux sénégalaises, notamment pour apaiser la pression de ce commerce en Atlantique nord. Les relations avec ses pays voisins sont en règle générale très tendues. D’une part, la montée du terrorisme venant du Mali menace la sécurité intérieure et d’autre part, les conflits frontaliers et activités illicites pèsent sur le bon développement diplomatique et économique du Sénégal. Pékin est entré en communication avec Dakar lors du sommet Chine-Afrique, dans lequel le ministre des affaires étrangères Aissata Tall Sall a dit espérer un soutien chinois face à l’insécurité au Sahel. Cette situation de peur et de méfiance envers ses pays limitrophes, pousse le Sénégal à se tourner vers des pays stables et développés comme les pays de l’UE. Fortement touché par l’épidémie d’Ebola mais aussi par le COVID-19, la situation sanitaire au Sénégal est très inégale et est une source de préoccupation majeure pour le gouvernement.

Les trois principaux axes de développement entre le Sénégal et l’UE sont les suivants :

1. Croissance verte et inclusive pour la création d’emploi

- Chaînes de valeur durables, sécurité alimentaire et nutrition
- Infrastructures durables et résilientes et digitalisation
- Renforcement du secteur privé pour la création d’emploi

2. Développement du capital humain:

- Eau et l’assainissement
- Qualité de l’éducation, enseignement supérieur et recherche, formation et insertion professionnelles
- Protection sociale et accès aux services de santé, résilience des populations

### 3. Bonne gouvernance:

- Gouvernance administrative et économique, e-gouvernance, formalisation de l'économie, prévention et lutte contre la corruption et les flux financiers illicites
- Gouvernance démocratique, appui à la jeunesse et aux femmes, à la société civile et aux autorités locales, sécurité intérieure
- Gestion de la migration

Sur la période 2019-2023, l'ONU a mis en place l'Objectif de Développement Durable (ODD), faisant partie du Plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement du Sénégal (PNUD), ainsi les plus désœuvrés bénéficient des fruits de la croissance économique, notamment l'accès à des services sociaux de base de qualité et à la protection sociale. En plus de cela, l'UE a donné 137,1 millions d'euros, pour venir en aide au développement du pays. Nous pouvons noter aussi qu'un ambassadeur de l'UE dispose d'un cabinet à Dakar, ce qui prouve une bonne entente entre les deux parties. En 1975, la convention de Lomé fût signée, permettant de favoriser l'adaptation des pays ACP (pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique) à l'économie du marché moderne et compense la perte des recettes d'exportation subies par tous les pays ACP. Cet accord se vit expiré puis renouvelé jusqu'à quatre fois (Lomé II/ Lomé III/ Lomé IV/ Lomé IV bis). En 2000, pour remplacer la convention de Lomé et ses variantes, l'Accord Cotonou, rassemblant les 28 (aujourd'hui 27) pays membres de l'UE et 79 pays de l'ACP, voit le jour. Ce nouvel accord vise à réduire et, à terme, éradiquer la pauvreté et contribuer à l'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale. Prenant fin en 2020, un accord post-Cotonou verra lui aussi le jour pour que les pays membres de l'UE et ceux de l'ACP, puissent continuer à jouir des ces échanges bilatéraux.

Les relations ne sont pas mortes avec l'UE, elles sont même très actives. L'UE se montre clément, compréhensive et pleine d'espoir envers le Sénégal. L'initiative Global Gateway L'initiative Global Gateway en est la preuve (aide de 150 milliards d'euros aux ACP pour contrer la nouvelle route de la soie chinoise). Maintenant c'est au pays de prouver sa détermination et sa capacité à effectuer dans de brefs délais, un travail de qualité. Pour répondre aux trois principaux objectifs de développement que sont : la croissance verte et inclusive pour la création d'emploi, le développement du capital humain, et la bonne gouvernance, le Sénégal est plus qu'ouvert aux relations et aux échanges bilatéraux avec l'Union Européenne en vue d'un avenir plus prospère, plus pacifique et plus durable. Néanmoins le Sénégal aimerait remettre sur la table des négociations, le sujet du secteur primaire que sont la pêche traditionnelle (75% de vente de protéine du pays) et l'agriculture familiale (emploie 65% de la population active) pour pouvoir trouver une solution à la fois pour la modernisation du pays et à la fois pour la préservation des ressources naturelles.